

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-maquilas-en-Amerique-Latine>

Les maquilas en Amérique Latine

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mercredi 23 février 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Lorsqu'un consommateur canadien achète une chemise de la marque GAP, il la paie 34 dollars, alors que dans un atelier maquiladora (usine de montage, d'assemblage et de fabrication utilisant beaucoup de main-d'oeuvre) à El Salvador, une ouvrière gagne 27 centimes de dollar pour sa confection.

Dans les années 1960 et 1970 certaines industries ont commencé à transférer des travaux d'assemblage depuis le territoire des Etats Unis vers l'Amérique Latine. Durant les années 1990, avec l'impulsion donnée à la libéralisation du commerce international et à la mondialisation de l'économie, ce phénomène n'a pas tardé à se répandre à l'échelle mondiale, avec l'investissement de capitaux non seulement états-uniens, mais également européens et japonais.

En Amérique Latine, ces industries sont aujourd'hui habituellement connues sous le nom de maquilas (maquila est un terme d'origine arabe signifiant "portion de grain, de farine ou d'huile qui revient au meunier pour la mouture). Ce terme est invariablement associé à une précarité du travail, à une absence de libertés syndicales et de négociations, à des salaires de misère, à des journées de travail interminables et épuisantes et - il faut le souligner - à l'embauche prioritaire de femmes.

Ce dernier trait permet, dans la culture machiste dominante, d'exploiter encore davantage les femmes, qui reçoivent un salaire plus bas que les hommes pour un même travail ; et qui sont plus faciles à manipuler et à intimider (une grossesse, par exemple, peut entraîner un licenciement).

En réalité, ces industries n'apportent aucun avantage pour les pays où elles s'établissent. Par contre, elles permettent aux capitaux qui y sont associés, de profiter des avantages proposés par les pays d'accueil : main-d'oeuvre bon marché et non syndicalisée, exemptions d'impôts, absence de contrôles environnementaux. Les pays qui accueillent ces industries ne reçoivent rien en retour.

La relocalisation (euphémisme en vogue pour désigner l'installation dans le lieu qui convient le mieux) de l'activité productive transnationale est un phénomène mondial. Au départ ces relocalisations se faisaient depuis les Etats-Unis vers le Mexique, l'Amérique Centrale et l'Asie, mais également depuis Taiwan, le Japon et la Corée du Sud vers le Sud-Est Asiatique et l'Amérique Latine, avec comme objectif l'approvisionnement du marché états-unien.

En Europe, les entreprises italiennes, allemandes et françaises ont d'abord transféré leurs activités de production vers les pays où les salaires étaient plus bas, comme la Grèce, la Turquie et Portugal, puis, après la chute du Mur de Berlin, vers les pays de l'Europe de l'Est. Actuellement les pays européens se tournent également vers l'Amérique Latine.

Les entreprises transfèrent vers maquiladoras les travaux initiaux (mise en forme, produits intermédiaires) ou de finition, ou ceux contribuant d'une manière ou d'une autre à l'élaboration d'un produit destiné à l'exportation. Les ateliers se situent dans les "zones franches" ou des "zones travaillant pour l'exportation ". Ce sont des enclaves qui restent pratiquement hors de tout contrôle. Cependant elles ne produisent jamais la totalité de la marchandise finale - elles ne constituent qu'un maillon de la chaîne, un maillon qui dépend entièrement de l'extérieur, aussi bien en ce qui concerne l'approvisionnement en matière première ou produits de base que pour ce qui a trait au marché où commercialiseront les produits.

Dans le sous-continent latino-américain, la vague néolibérale qui a balayé cette région depuis trois décennies a encore intensifié la pauvreté structurelle et la désindustrialisation historique. Les gouvernements et beaucoup de secteurs de la société civile demandent à cor et à cri l'installation de ces unités de production, partant de la supposition que cela attirera des investissements, donnera lieu à la création d'emplois et permettra une croissance de l'économie nationale. Malheureusement rien de tel ne se produit.

En réalité, les entreprises transnationales cherchent à abaisser au maximum les coûts de production en transférant certaines activités des pays industrialisés vers des pays de la périphérie où les salaires sont bas, et ce surtout dans les branches qui nécessitent une main-d'oeuvre abondante (textile, assemblage de produits électriques et électroniques, jouets, meubles). Si ces conditions d'accueil se modifient, les entreprises quittent le pays, sans que rien ne les attache à l'endroit où, dans certaines circonstances données, elles avaient effectué certaines opérations. Ce qui reste après leur départ ne les intéresse pas. En fait, malgré les discours mensongers qui cherchent à le faire croire, l'installation de maquilas ne s'inscrit nullement dans un projet national d'industrialisation et de modernisation productive

Par ailleurs, ces restructurations d'entreprises déclenchent des conflits sociaux dans les pays du Nord, car des centaines d'usines ferment leurs portes en laissant des milliers de travailleurs sans emploi. Par exemple, durant les années 1990, plus de 90'000 emplois ont été perdus aux Etats-Unis dans la branche du textile, et 200'000 dans le secteur de l'électronique. Le processus se poursuit en s'accélégrant. Aujourd'hui, les grandes transnationales cherchent à transférer à des maquilas dans le Sud, un maximum de travaux, non seulement dans le secteur industriel, mais aussi dans différents secteurs des services.

Plutôt que de décroître, ce phénomène semble encore augmenter. La signature de traités commerciaux comme l'actuel Traité de Libre-échange (TLC) entre Washington et certains pays latino-américains, qui prépare l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), ne sont autre chose que le scénario permettant à toute la région de se transformer un une immense maquila. Les conséquences sont prévisibles, et elles ne sont évidemment pas les meilleures pour l'Amérique Latine.

Dans une certaine mesure, et toutes proportions gardées, la Chine se prépare également à recevoir des capitaux étrangers en échange de l'accès à une main-d'oeuvre bon marché et disciplinée, laissant prévoir la mise en place d'une gigantesque maquila. Il existe cependant une différence importante, puisqu'il existe un Etat qui régule la vie du pays (avec parfois des caractéristiques de contrôle fasciste, ne l'oublions pas) et offre des politiques au bénéfice de sa population. Les maquilas latino-américaines n'ont pour l'heure laissé aucun bénéfice, au contraire, elles créent une idéologie de dépendance et de soumission. Voilà ce qu'est le capitalisme dans sa version mondialisée. On ne peut que dire que la lutte continue.

Guatemala, juillet 2004